



N° CPPAP 1121S05878
Octobre 2020 - N° 78

AGIR ENSEMBLE

Journal d'information édité par
l'Union Départementale des syndicats CGT de Loir & Cher

BLOIS PPDC

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

UN GESTE BARRIÈRE POUR GAGNER REJOINS LA CGT !



MOBILISONS-NOUS !

LES SALARIÉ·ES ET RETRAITÉ·ES REFUSENT DE PAYER LA CRISE COVID.19 !



☎ 02.54.45.48.08 @ udcgt41@orange.fr f @UDCGT41



Blois, manifestation du 17/09/2020

EDITO

La crise du Covid-19 est une aubaine pour le patronat... Après des ordonnances et un état d'urgence sanitaire qui permettent aux entreprises de passer en activité partielle, avec beaucoup de fraude (salarié-es inexistant, télétravail dévoyé) que les médias se gardent bien de dénoncer préférant toujours taper sur la « fraude » des assuré-es sociaux ; des hausses de temps de travail jusqu'à 48h/semaine comme chez Thiolat pour rattraper la baisse d'activité (l'entreprise avait opté pour le chômage partiel à la fin du confinement !) ; des pertes de RTT ou de jours de congés, etc.

Après des milliards d'aide publique sans aucune conditionnalité (interdiction des licenciements, directs ou dissimulés ; interdiction de verser des dividendes aux actionnaires ; obligation de relocaliser certaines productions indispensables en France) et sans aucun droit de regard des salarié-es...

Voilà la pelletée de licenciements ou de fermetures de sites, notamment dans la métallurgie pour le département, au prétexte que la crise a engendré une perte d'activité... comprendre une perte de profits pour les actionnaires (quoi que !). Belle excuse alors que chez Boiron le PSE était dans les tuyaux dès mars 2020, celui de chez Daher était provisionné par l'entreprise en 2019. Des entreprises qui étaient citées en exemple par leurs propres patron-nes (Daher, Técalémit, Delphi, etc.) deviennent d'un seul coup inopérantes... Et certaines boîtes dissimulent des PSE sous des licenciements au coup par coup (Duncha, Précicast, etc.). Plutôt que de se projeter dans l'avenir et de travailler à une évolution des productions pour un monde qui réponde aux urgences sociale et écologique, le patronat empoche l'argent et se casse ! Sans parler des salarié-es des TPE et des auto-entrepreneur-ses (dont le lien de subordination avec des grands groupes est très souvent avéré à défaut d'être reconnu) qui se retrouvent privé-es d'emploi. A l'occasion des élections de janvier 2021, ils et elles pourront choisir un syndicat, la CGT, qui porte de véritables revendications pour les défendre.

Dans cette crise sanitaire et économique qui se cumule à la crise écologique et sociale, il y a urgence à ce que les salarié-es et les retraité-es s'organisent en créant des bases CGT !

Christine Bariaud



SOMMAIRE

P.3 - SEGUR de l'illusion à la mobilisation



Blois, manifestation du 17/09/2020

P.4 - Et chez Daher Saint Julien que se passe-t-il ?



Montrichard, manifestation du 11/07/2020

P.5 - Votez CGT pour gagner le progrès social dans les TPE !

P.6 - Déclaration des syndicats CGT de l'industrie de Loir et Cher

Non aux licenciements, non au chantage à l'emploi !



Blois, manifestation du 17/09/2020

P.7 - Union Locale de Vendôme : prise de parole.

P.8 - L'échos de la presse

SEGUR, DE L'ILLUSION À LA MOBILISATION.

Si le « Ségur de la santé » a promis une revalorisation des salaires des agent-es de la Fonction publique hospitalière, cela ne résout en rien les besoins urgents en personnels formés, indispensables pour avoir des prises en charges dignes d'un grand service public de santé. Comment parler d'attractivité vers les métiers de la santé, en particulier du grand âge et le travail en EHPAD, sans aborder la question des conditions de travail et des conséquences liées aux sous-effectifs chroniques de tous les établissements de santé publique ? Pour exemple dans un EHPAD du centre hospitalier de Blois, les soignant-es étaient seulement 3 le matin pour assurer tous les soins de 38 résident-es, en pleine canicule, avec des températures allant jusqu'à 30° dans les chambres.

La revalorisation de salaire des soignant-es est plus que légitime ! Pour rappel l'enquête de l'OCDE a démontré que la France se situe au 25^e rang concernant le salaire des Infirmier-es diplômés d'État. La prime promise va donc nous remettre à peine à l'équilibre. Elle ne compensera pas la perte du pouvoir d'achat due au gel des salaires de la Fonction publique. On sera juste un peu moins exploités ! Le 24 juillet la ministre de la transformation de la Fonction publique, Amélie de Montchalin, a rejeté toute éventualité du dégel du point d'indice.

Encore actuellement des infirmier-es, aides-soignant-es et médecin-es sont en grève illimitée pour réclamer des moyens supplémentaires. Le Ségur n'a pas réussi à apaiser la colère des soignant-es qui sont en lutte depuis des années afin d'obtenir des moyens pour effectuer leur travail dans de bonnes conditions.

Le Ségur, cet accord pour l'hôpital public signé par 3 syndicats qui n'avaient pas participé aux mouvements sociaux, est une source de grande déception.

Actuellement, il existe une grosse inquiétude des personnels sur les stocks de matériels et de médicaments dans l'hypothèse de devoir vivre avec ce virus. Des périodes d'augmentation d'activité placeront de nouveau les hôpitaux en situation de crise. Durant la crise aigüe de Covid les personnels ont dû se battre contre le virus mais aussi contre le manque de matériel : actuellement de nouvelles pénuries se font jour, notamment sur les gants.

Le jour d'après va-t-il ressembler au jour d'avant ? La nomination de Jean Castex laisse présager que la politique de destruction de l'hôpital public va se poursuivre activement. Il n'est pas un inconnu en la matière de santé publique. Il est l'auteur de la notion d'objectifs dans l'hôpital et de la rationalisation des coûts. Remettre des médailles et faire défiler des soignant-es le 14 juillet pour ensuite nommer Jean Castex 1^{er} ministre est une aberration. Lui, qui alors haut fonctionnaire à la DHOS, était chargé de mettre en œuvre deux réformes : la défense de la tarification à l'acte et la gouvernance administrative de l'hôpital. **La communauté soignante revendique en plus**

des créations de postes et de la revalorisation salariale, une modification en profondeur de la façon dont est géré l'hôpital. Quand un service doit être réorganisé, ce ne sont pas les agent-es de terrain qui réfléchissent aux solutions mais la direction et l'administration. Quand la T2A est arrivée les directeur-trices se sont mis aux chiffres pour recevoir de plus grosses enveloppes. **Résultat on a augmenté l'activité mais pas le personnel !**

Celui qui est devenu ministre de la Santé pointait en 2016 les effets pervers de cette politique : « un accent mis sur le mesurable au détriment de l'aspect relationnel du soin ». Une critique que reprenait Emmanuel Macron en 2018 lorsqu'il promettait de « redonner de la cohérence » à un « hôpital étranglé. » Étranglé par quoi ? « Par un système devenu comptable », selon le chef de l'État. Jean Castex en 2006 haut fonctionnaire expliquait au *Monde* que cette bonne réforme nécessitait toutefois un « gros travail de pédagogie. » Il en faudra beaucoup plus (de la pédagogie) au nouveau Premier ministre pour nous faire avaler les couleuvres.



Blois, manifestation du 17/09/2020



Blois, manifestation du 14/07/2020

ET CHEZ DAHER SAINT JULIEN, QUE SE PASSE-T-IL ?

Airbus veut restructurer la filière aéronautique pour avoir des sous-traitant-es plus gros et moins chers et décale ses commandes. Alors que 7600 avions restent à fabriquer (commandes fermes) sur 10 ans, Airbus, malgré les milliards d'aides publiques, veut licencier 17 000 personnes sous couvert de crise sanitaire covidée. Le mercato a déjà commencé et plusieurs rachats et fusions sont annoncés. Airbus transforme une crise conjoncturelle en crise structurelle.

« *Daher sous-traitant aéronautique voit ses commandes baisser ou être recalé, en cause le confinement et ses répercussions sur l'aviation civile* ». Juin 2020, via la presse, les salarié-es découvrent la déclaration du DG DAHER, D. Kayat annonçant la suppression de 1300 postes sur le groupe (France et international) et du désengagement de DAHER du site de ST Julien de Chédon (350 salarié-es) et St Hilaire de Chaléon (une dizaine de salarié-s) livrant l'ensemble du personnel aux angoisses d'un PSE qui, pour avoir été initié avant le Covid, s'est trouvé amplifié pendant le confinement. Le plan de restructuration envisagé courant 2019 concernait environ 350 personnes sur l'entité Daher Aerospace et avait occasionné un provisionnement pour restructuration de 5 000 000 € sur l'exercice*.

S'en est suivi colère et incompréhension de la part des salarié-es car St Julien était cité en exemple dans le groupe pour ses performances et sa synergie entre le bureau technique (R&D, ingénierie, MCO) et la production qui allait de la conception au proto et jusqu'aux 1^{ères} pièces série. Daher cherche du cash, reprochant à ses sites industriels de ne pas être compétitifs. St Julien, loin de tout, sera sacrifié pour diminuer des charges fixes et la masse salariale et rassurer les actionnaires. Ceci au mépris des savoir-faire spécifiques du site. Les affaires les plus importantes devraient être transférées sur d'autres usines. Le reste serait cédé à un éventuel repreneur (6 à 7 millions de CA correspondant à 40 à 50 salarié-es*). En revanche, pas de restructuration dans le siège administratif Daher Groupe d'Orly tech.

Daher ne souhaiterait-il pas un désengagement total de l'industrie ne gardant que le pan R&D et l'activité Service, souvent *in situ* et donc avec un moindre coût de structure ? Quelle est la stratégie avec une telle restructuration ? Et quid du coût qu'elle engendrera ?

Après 2 AG avec les ouvrier-es et services supports, la CGT Daher a accompagné leurs revendications et leur réaction qui se voulaient communes et en



intersyndicale... nous savons maintenant que la notion d'action face à un tel mépris ne fait pas l'unanimité au sein des différentes OS. Suite aux 2 manifs à Montrichard début juillet, la 1^{ère} CGT et la 2^{nde} en intersyndicale, aucune autre action n'a été menée avant le débrayage de septembre. L'intersyndicale négocie sur Orly le PSE et les conditions de départ (volontaire / retraite anticipée / licenciement). **La lutte contre la fermeture du site de ST Julien n'est plus mise en avant. La CGT Daher maintient ses mots d'ordres contre les licenciements et la fermeture du site.**

Pour sauver le site, pour que la région ne se meurt pas à cause de la désindustrialisation, parce que nous voulons vivre et travailler en Loir-et-Cher, parce qu'il existe des solutions, face à cette crise (travailler moins pour travailler tou-tes avec les 32h payées 35, départ en retraite anticipée, retour à la retraite à 60 ans, le recours à l'APLD...) Continuons la lutte !

Les élu-es locaux qui avaient promis leur soutien le 11 juillet sont désormais muets et M. Brault, président de l'intercommunalité, annonce même dans la NR qu'il n'y aura pas de licenciement dans les 18 à 24 mois chez Daher ! Non monsieur, pas de licenciements, juste des suppressions de postes...

Ce sont ces élu-es qui par leurs votes successifs de lois permissives sont responsables, désormais bien impuissants, de la situation de l'industrie en France et en Europe.

La CGT demande le remboursement de toutes les aides publiques données aux entreprises qui licencient et qui externalisent (même dans d'autres régions françaises) utilisant le dumping fiscal, social et la course aux subventions et bien sûr nous demandons l'arrêt des aides publiques aux entreprises sans contrepartie.

* source SECAFI

VOTEZ CGT POUR GAGNER LE PROGRÈS SOCIAL DANS LES TPE !

Du 25 janvier au 7 février 2020, les salarié·es des TPE seront amenés à élire leurs représentant·es aux CPRI (Commissions Paritaires Régionales Interprofessionnelles). Ce scrutin, reporté pour cause de crise sanitaire, concerne pour la troisième fois 160 000 salarié·es en Région Centre Val-de-Loire dans les très petites entreprises (de moins de 11 salarié·es).

En 2016, avec seulement 8,75 % de participation, les salarié·es ont à nouveau placé la CGT en tête avec 23,35 % des voix devant FO qui obtenait 14,68 % et la CFDT 14,45 %.

LES ENJEUX DE L'ÉLECTION

Le premier enjeu pour les salarié·es est de donner de la force à l'organisation syndicale qu'ils et elles auront choisie, en votant pour leurs représentant·es aux CPRI.

Les CPRI siègent au niveau de chaque région. Les mandaté·es de la CGT, issus de cette élection, interviendront pour que ces CPRI aient des déclinaisons au niveau départemental, voire local, dans les villes préfecture et sous-préfecture, pour être au plus près des préoccupations des salarié·es.

Le second enjeu est la représentativité syndicale. Les résultats aux élections dans les TPE s'ajouteront aux résultats des élections dans la Fonction Publique et dans les entreprises de plus de 11 salarié·es du secteur privé pour le calcul de la représentativité des organisations syndicales.

Cette représentativité donne la possibilité à des organisations syndicales, dès lors qu'elles obtiennent au moins 8 %, de négocier ou signer des accords, notamment et tels que la CGT les conçoit, en matière d'augmentations de salaires, d'amélioration des conditions de travail, de nouveaux droits pour les salarié·es et d'améliorations dans l'organisation et la durée du travail.

La représentativité de chaque organisation syndicale conditionnera le nombre de conseiller·ères prud'hommes proportionnellement aux résultats de chaque syndicat. Elle conditionnera aussi le nombre de représentant·es dans différents organismes, commissions et lieux où le syndicalisme est appelé à intervenir.

La CGT, une force aux côtés des salarié·es

La CGT se bat pour le progrès social. Cette ambition syndicale l'a conduite, avec ses élu·es et mandaté·es, à

formuler des propositions, porter des revendications en s'appuyant sur les salarié·es.

La CGT agit pour l'unité des salarié·es dans l'action et que toute négociation soit placée sous leur contrôle.

Attachée à des valeurs de solidarité, de justice sociale, de paix, la CGT lutte contre toutes les discriminations, les politiques qui tendent à diviser les salarié·es, opposer celles et ceux qui ont des intérêts communs. Intervenant au quotidien sur les revendications et la situation concrète vécue par les salarié·es, la CGT revendique, propose, agit pour la défense des intérêts de tous les salarié·es. Elle se bat aussi pour contribuer au changement de société.

La CGT combat la régression sociale, les politiques d'austérité, les réformes et lois qui conduisent aux reculs sociaux, à l'exemple des ordonnances Macron, des réformes des retraites et de l'indemnisation du chômage, ou encore des plans de licenciements, au prétexte de la crise du coronavirus.

Mais elle se bat surtout pour des objectifs revendicatifs inscrits dans la conquête du progrès social.

Pour faire progresser la situation des salarié·es des TPE, voter CGT, c'est donner les moyens d'adresser un message fort au patronat et au gouvernement pour :

- l'abrogation des lois Travail, Rebsamen et des ordonnances Macron,
- l'augmentation des salaires,
- l'égalité salariale et de traitement entre les femmes et les hommes,
- l'amélioration des conditions de travail,
- une Sécurité Sociale couvrant 100% des besoins de santé,
- la conquête de droits nouveaux.



Nos candidat·es :

- 1- Nizon Marie-Josée (secrétaire administrative -18)
- 2- Liger Emmanuel (chauffeur/livreur -41)
- 3- Coccia Marina (secrétaire administrative - 37)
- 4- Guilpain Pascal (dessinateur projeteur - 36)
- 5- Charron Nathalie (employée polyvalente - 28)

- 6- Leblanc Max (artiste dramatique - 45)
- 7- Delaroche Rebecca (employée polyvalente - 18)
- 8- Ramiro Aurélio (secrétaire départemental CGT - 45)
- 9- Lamamy Marinette (emploi familial - 36)
- 10- Cordat Philippe (Secrétaire régional CGT -41)

DÉCLARATION DES SYNDICATS CGT DE L'INDUSTRIE DE LOIR & CHER. NON AUX LICENCIEMENTS, NON AU CHANTAGE À L'EMPLOI !

L'actuelle crise économique touche de plein fouet les entreprises de l'industrie et plus particulièrement celles de la métallurgie et de l'aéronautique, avec des plans de licenciements et des baisses de salaires.

Le patronat, prenant prétexte de la crise sanitaire Covid-19, poursuit les attaques contre les travailleurs et travailleuses en se servant de tous les outils mis à sa disposition, notamment par les lois Travail et les ordonnances Macron, pour opposer emploi et salaire, compétitivité et activité, etc.

⇒ Les ruptures conventionnelles collectives comme chez IDI Composit

⇒ Les délocalisations d'entreprises comme chez Técalémit

⇒ Les Accords de Performance Collective (APC) comme chez Valéo et Duncha (salaires bloqués, primes baissées)

⇒ Les vagues de licenciements de moins de dix salarié-es comme chez Présicast, Art-tech, Sénior aérospatial ou Duncha

⇒ Les plans de licenciements (mal nommés Plan de Sauvegarde de l'Emploi) comme chez Daher, Thalès, ou possiblement à venir chez Borgwarner (anciennement Delphi)

⇒ Les Accords ARME (Activité Réduite pour le Maintien de l'Emploi) chez Jtekt-Hpi (perte de salaire suite à l'activité partielle, pas de négociation possible puisque la direction a passé l'accord de branche avec une décision unilatérale de l'employeuse (DUE))

⇒ Les menaces de fermetures de sites comme chez Daher et Boiron

⇒ Les Accords d'Activité Partielle Longue Durée (APLD) comme chez Présicast

Malgré les milliards d'euros d'argent public injectés dans les entreprises sans conditions pour le patronat, ce sont tou-ttes les salarié-es de la filière industrielle qui sont touchés. Sans compter le renvoi massif des précaires (intérim et CDD notamment).

Nous, syndiqué-es du Loir et Cher, refusons de payer la crise du capital. C'est pourquoi nous nous sommes rassemblés ce 13 octobre pour avoir un échange sur la situation et décider :

- de refuser tous les licenciements et de combattre toute suppression d'emploi ;
- de refuser toute baisse de salaire et dégradation des conditions de travail, sous la menace du chantage à l'emploi ;
- de revendiquer la baisse du temps de travail, la hausse des salaires, du SMIC, des minima sociaux et des retraites, et l'amélioration des conditions de travail ;

- d'appeler tou-ttes les salarié-es à s'emparer de ces revendications et à les discuter sur leur lieu de travail, si possible en assemblée avec leur syndicat CGT.

Nous devons nous organiser et nous unir pour construire un véritable rapport de force et maintenir la production et l'activité industrielle en Loir et Cher pour continuer à faire vivre les bassins d'emploi, les territoires, maintenir les petits commerces et les artisan·nes et développer les services publics.

Le Loir et Cher ne peut vivre uniquement du tourisme et des pandas !

Nous organisons une conférence de presse le lundi 19 octobre à 10h (bourse du travail)

Signataires : syndicats CGT de chez Thiolat, Daher, Delphi, Sagana, Valéo, Inothéra, Aciat, Alliance Automotive Group Partner's, Jtekt-Hpi, Thalès, Faurecia, Présicast, Duncha, Eurovia construction, UD 41 et UL de Romorantin, Blois, Vendôme, Mer.

UNION LOCALE DE VENDÔME : PRISE DE PAROLE.

Qui est content aujourd'hui ? À part le grand patronat par qui le Medef avoue que le « plan annoncé est globalement ce qu'il avait demandé » Ce plan de 100 milliards est distribué au privé sans contrepartie pour mieux licencier (comme chez Auchan). Aucun centime au public et pourtant on a notre mot à dire : il s'agit de notre argent.

En fait tout ce que Macron nous propose c'est les médecin-es de Molière : « il faut saigner, saigner, saigner » ; il faut baisser les impôts, baisser les cotisations, baisser les charges. Cela fait 40 ans que le système politique utilise ces recettes qui ne marchent pas : ils et elles veulent nous faire croire qu'elles marcheraient maintenant. La seule chose qui change c'est qu'aujourd'hui Macron « soulage » le patronat au nom de la souveraineté.

Comment peuvent-ils/elles nous faire croire que l'on peut rapatrier les masques, le textile, alors que les accords TAFTA, CETA et Cie nous lient pieds et mains pour des années si nous ne les dénonçons pas.

S'il suffisait de baisser les impôts du/ de la patron-ne pour rapatrier les masques de Chine cela se saurait, d'autant plus que nous avons une usine en Bretagne qui a licencié tous ses salarié-es et que le gouvernement refuse de remettre en marche. Qui peut croire qu'en baissant les cotisations de Sanofi, les actionnaires vont rapatrier les médicaments d'Inde ? Qui peut croire qu'en distribuant du CICE, Valeo va rapatrier ses productions ?

Non il faut revoir la mondialisation. Obliger cette Europe libérale à changer de politique. Comment ?

Mai 68 a augmenté le SMIG de 25 %, 2020 pourrait voir les relocalisations ! Mais pour cela il faut le vouloir. L'histoire ne se reproduit pas mais la grève générale oui ! C'est le seul moyen de faire plier le capitalisme.

La crise du Coronavirus nous frappe de plein fouet, depuis 5 mois l'économie française est touchée en plein cœur. Viendra la crise sociale avec ses milliers de licenciements. Par contre le CAC 40 a versé plus de 37 milliards de dividendes. En France le rapport d'Oxam a clairement déclaré que la pauvreté avait bondi depuis que Macron est au pouvoir.

Pourtant Mr Macron, ce sont les travailleur-ses qui créent les richesses du Medef et celles de la France.

Vous avez assassiné le code du travail mais cela ne donnera pas du travail aux salarié-es, cela ne donnera pas du pouvoir d'achat aux retraité-es, ni aux privé-es d'emploi. Cela ne fait qu'augmenter la richesse de vos ami-es du Medef. Avec votre programme de rentrée avec une police de plus en plus violente envers les contestataires, vous balayez avec arrogance, mépris et dédain tout le travail d'Ambroise Croizat et de notre modèle social issu du programme du CNR.

Mais vous ne pouvez pas comprendre que notre objectif est d'assurer le bien-être de toutes et tous, de la naissance à la mort. Vous ne pouvez pas comprendre l'intérêt général puisque votre seul intérêt est de donner plus de dividendes aux actionnaires, plus de richesses au Medef.

Mais que cela ne vous déplaise les gilets jaune battent le pavé le samedi, mais vous préférez donner votre soutien aux manifestant-es biélorusses. Nous la CGT nous continuerons d'occuper la rue pour demain occuper les usines. Nous continuerons à barrer la route à vos politiques dévastatrices. Nous continuerons la désobéissance car il s'agit de notre devoir de désobéir.

Désobéir ne signifie pas que nous sommes des mauvais élèves, des mauvais élu-es, des mauvais travailleur-ses, des mauvais retraité-es, des mauvais chômeur-ses, des mauvais citoyen-nés. Non cela fait de

chacun-e de nous des personnes responsables : en ne disant rien, en ne dénonçant pas les inégalités, cela nous rend complice. Nous ne devons pas cautionner votre politique.

Nous appelons l'ensemble des citoyen-nés à porter les revendications suivantes parmi les plus importantes :

- SMIC à 2000 euros net
- 32 heures hebdomadaires
- Relocalisation des biens nécessaires au peuple
- Retour à ISF
- Revalorisation des retraites des minima sociaux
- Stop à la réforme du chômage

FÊTE POPULAIRE

**DIMANCHE 20
SEPTEMBRE**

*La Fête de tous
les Salariés*
Organisée par L'UNION LOCALE
C.G.T. de VENDÔME
et INDECOSA CGT

PLAINE DES "ROTTE" près du Lycée RONSARD

à partir de 14 h 00

**ENTRÉE
GRATUITE 2020**

14 h 30 - CONCOURS de PÉTANQUE
en Doublette - général et complémentaire - Inscription : 10 € la doublette

à partir de
14 h 30

Animations Musicales

Accords d'idées

Patrick Chamblas Réveil

Chanteur,
auteur,
compositeur.



Les Accroch'coeur

groupe Cloisyens au répertoire varié.

Rock, Reggae et variété française.



SONORISATION FESTILAND VENDÔME

vers 16 h 00 : Prise de Parole - Tirage de la Tombola
BUVETTE ET RESTAURATION SUR PLACE - NOMBREUX STANDS



La CGT fait sa rentrée à Blois : les combats continuent.

L'Union départementale CGT effectuait sa rentrée ce jeudi à Blois. En toile de fond les grands sujets nationaux, mais aussi des dossiers locaux brûlants.

La rentrée, c'est la rentrée. Profs lundi, élèves mardi, universités d'été des partis le PS effectue d'ailleurs la sienne, ce week-end, à Blois... Les organisations syndicales n'y coupent pas et l'Union départementale CGT effectuait sa rentrée, ce jeudi, à la bourse du travail de Blois.

Croisés dans le flot d'une assemblée d'une centaine de personnes issues du public comme du privé, des salariés de Daher et Tecalemit, deux entreprises du secteur de l'aéronautique particulièrement en difficulté ces derniers mois, ont pu s'exprimer, échanger autour de leurs craintes face à la crise qui les touche de plein fouet.

« *Les gens sont partis en vacances avec du stress* », confie Julio De Albuquerque, responsable syndical chez Daher dont le PSE est toujours en négociation. « *Il est toujours présent aujourd'hui, avec de l'amertume et de la colère. La direction prévoit une première vague de 55 suppressions de postes pour janvier.* »

Du côté de Tecalemit, l'heure n'est pas beaucoup plus

réjouissante. « *C'est important des journées comme aujourd'hui où l'on peut rencontrer d'autres entreprises qui vivent des moments difficiles comme nous* », confie Virgile Balan. « *Nous pouvons échanger nos expériences et comparer nos actions. Tenter de nous regrouper aussi. Nous organiser.* »

Les combats de la CGT ne varient guère et cette réunion de rentrée était l'occasion de rappeler les grandes lignes des combats à mener. « *En premier lieu pour l'emploi avec les fermetures de sites et délocalisations* », expliquent Christine Bariaud et Sébastien Boulanger, cosecrétaires départementaux de la CGT. « *Cela concerne aussi la baisse du temps de travail que nous prônons. Nous voyons que c'est possible aujourd'hui avec des entreprises qui passent aux 32 heures. Nous souhaitons également la hausse des salaires et des retraites.* »

« Tout Sécu », dénonciation des accords de performance collective, gratuité des masques, réforme des retraites, tous les grands thèmes du moment y passent méthodiquement avant d'évoquer les actions à mener comme celle du 17 septembre dont seules les modalités sont à dessiner. Pour le reste, ce sera la grève. D'ici là, une opération de tractage et collage est d'ores et déjà prévue ce week-end aux abords de l'université d'été du PS, « *histoire d'interpeller le PS sur ses positions. On aimerait bien savoir ce qu'est la gauche d'après...* », lâche Christine Bariaud.

La Nouvelle République du 28/08/2020